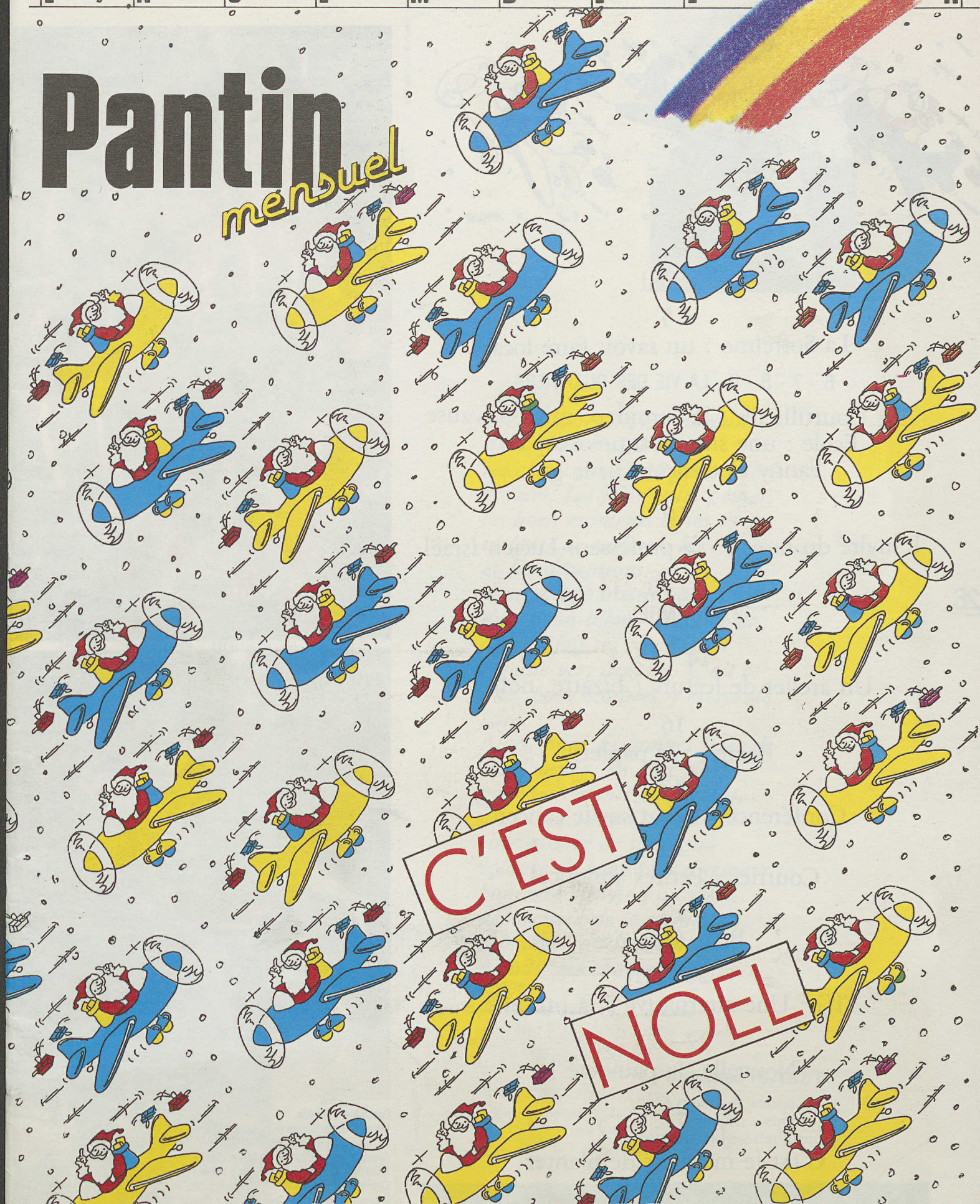


E N S E M B L E A

Pantip

mensuel





3 Editorial

4-5
La Sofrelmo : un savoir faire local

6 - 7 - 8 - 9 - LA VIE DES QUARTIERS

Les Courtilières : la Semidep, mise en cause
Ecole : une situation préoccupante
Fanny Cottençon sur le gril

10
L'invité du mois : Le professeur Lucien Israël

11 - 12 - 13 - 14 C'EST NOËL

14 - 15
Un atelier de lecture : bizarre, non ?

16
Poètes, vos papiers

17
Conférence - débat sur le cancer

18
Courrier - Petites annonces

19
Boxe française

20 - 21
TIG : Une alternative à la prison ?

22 - 23
Nouvelle, la pauvreté ?

24
Jardinage :
C'est le moment de planter

FOURNIER/RAPHO



Ensemble à Pantin
Magazine d'informations municipales
45, avenue du Général-Leclerc, 93500 Pantin
Directeur de la publication : le Maire, Jacques Isabet •
Rédaction : Dominique Duclos, Hervé Pataki • Conception et maquette :
Christiane Barotte, Lydie Danton, Ibrahim Denker, Bernard Mazabraud •
Dessins, couverture : Olivier Chaumont • Photos : Michel Dhorne,
Gilles Gueu, Daniel Ruhl • Edition : S.E.P. 93 •

DANS CE NUMÉRO il y a la part du rêve, le cirque et ses surprises, le monde des jouets et ses nouveautés, une exposition insolite sur la musique mécanique. L'actualité n'est pas oubliée avec ses problèmes, en particulier, l'emploi (la Sofrelmo). Nous essayons également d'en savoir plus sur ce qui se passe dans les logements de la Semidep, aux Courtilières, grâce à notre enquête. Les résonnances locales d'un phénomène national, comme celui de la nouvelle pauvreté, sont étudiées. Nos rubriques vous apportent les conseils nécessaires afin de soigner les maux de tête des uns, les plantes des autres. Le professeur Israël aborde, pour nous, certains grands thèmes médicaux. Vous saurez qu'il se passe toujours quelque chose dans les quartiers, du nouveau parterre de fleurs à l'atelier écriture-lecture. La détente a également droit de cité, sports, cinéma, musique l'attestent. Lecteurs, vous avez la parole, celle-ci a déjà sa place dans le magazine.



1984 s'achève. Pour chacun, c'est l'heure où l'on se retourne sur les 12 mois écoulés. Les joies et les peines, les bons moments et les instants de tristesse, les espoirs et les déceptions.

Il ne m'appartient pas de dresser un bilan. Chacune et chacun fait ses comptes et regarde vers demain. C'est ce que, pour ma part, j'essaie de faire.

Alors, pour de bonnes fêtes de fin d'année, un bon Noël pour les enfants et, surtout, un « Bon 1985 », je tiens à vous assurer de toute ma volonté de continuer d'œuvrer pour une société plus juste, débarrassée de la crainte du chômage, du lendemain... A tous, mes bons vœux pour 1985.

Jacques ISABET

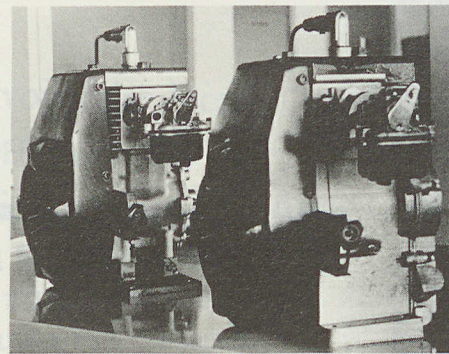
Maire de Pantin,
Conseiller Général
de la Seine-Saint-Denis

LA SOFRELMO : UN SAVOIR-FAIRE LOCAL

Quand des cadres n'admettent pas la braderie des compétences et forment un projet réaliste et... réalisable.

La Sofrelmo, plus connue depuis des années et des années sous le nom de Polymecanique a connu, voilà 4 ans, son regroupement avec Novi. Filiale et motoriste de Motobécane, elle subit les conséquences du dépôt de bilan de cette dernière en février 1983.

Lorsque l'activité cycles et vélomoteurs de Motobécane, qui est à Saint-Quentin trouve des « repreneurs » (50 millions de francs de prêt participatif de l'Etat, 10 % pour Yamaha et 10 % pour Sachs), la Sofrelmo est mise hors circuit. La fermeture est envisagée pour la fin 1985, avec, d'ici là, la mission de fournir MBK (le nouveau Motobécane). Attendant la fourniture de moteurs étrangers son activité machines spéciales est abandonnée. L'entreprise est placée sous le contrôle d'un administrateur provisoire. Le savoir-faire des centaines de travailleurs, spécialistes de moteur de la machine-outil fout le camp alors que le marché français fait appel, chaque année, par le biais de l'importation à quelques 1,2 millions de petits moteurs, hors moteurs et deux roues.



Des petits moteurs bien français

Lorsqu'ils ont appris que la Sofrelmo était sacrifiée, vouée à la liquidation, les cadres de l'entreprise n'ont pas baissé les bras. Ils ont décidé de s'installer à un plan de relance de la production avec pour objectif la fabrication de petits moteurs français. Ils ont retroussé leurs manches et, aujourd'hui, tout est prêt. Le savoir-faire, les idées ne font pas défaut. Seuls manquent encore les capitaux des pouvoirs publics et l'engagement.

Nous sommes allés trouver M. Gubert, directeur et M. Gautreau, ingénieur-motoriste, qui nous ont volontiers expliqué la genèse de leur grand projet. Ils s'expliquent dans nos colonnes :

« Voilà quelques temps, avant même la liquidation, que la diversification déjà était prévue. Mais il fallait passer à un stade supérieur. Nous avons donc créé une unité d'étude du développement du petit moteur afin de déterminer le seuil de rentabilité de la fabrication.

Il fallait tenir compte de ce que, à ce jour, les étrangers (américains, japonais, italiens), détiennent presque seuls le marché. Il y a bien « Bernard Moteurs » filiale du groupe Renault, mais cette entreprise va très mal. Elle dégage des pertes depuis longtemps.

De plus, les importations de petits moteurs présentent de gros handicaps. Parce qu'il faut payer en dollars. Parce que les délais sont très longs. Parce qu'il n'existe aucune souplesse technique. C'est ainsi, par exemple, que l'industrie Française de la Motoculture est devenue moribonde.

Tenant compte de tous ces problèmes, nous avons pensé pouvoir prendre une place en tablant sur la qualité et la modicité du coût de nos moteurs. Au départ, nos ambitions sont modestes puisque nous tablons sur une production de 200 000 moteurs par an pour être rentable.

Notre grand principe ? Allonger les séries, standardiser au maximum, utili-

ser, donc le moins d'outillage possible, le moins de moules, le moins de machines en faisant effectuer le moins de réglages pour parvenir au coût le moins élevé possible.

Un autre de nos principes : nous nous sommes limités à une gamme située entre 3 et 6 CV. Elle représente d'ailleurs 80 à 85 % du marché, depuis les tondeuses à gazon en passant par les groupes électrogènes. C'est donc bien là un créneau porteur.

Soucieux d'offrir une grande souplesse commerciale et technique, de personnaliser le produit sans pour autant entraîner une trop forte augmentation de son coût, nous avons été amenés à étudier simultanément 14 moteurs (à 2 temps, à 4 temps, à villebrequin horizontal ou vertical) tout en sachant que lorsque le projet aboutira, certains d'entre eux seront sans doute abandonnés.

Des prototypes ont déjà subi des essais et des gammes sont élaborées : dans cette nouvelle entreprise des années 90 seront fabriquées les pièces maitresses cependant que la fonderie, la tôlerie, les pièces plastiques, l'équipement, seront confiés à des sous-traitants. Les techniques les plus moder-

à Pantin la partie de l'activité moteur de deux roues dont MBK envisage le départ de la ville. Dans cet esprit, Jacques Isabet, propose que les pouvoirs publics se prononcent sur ces trois points : 1° Maintien et développement des productions actuelles de l'entreprise : moteur de cyclomoteur pour MBK. 2° Lancer les études pour la fabrication de petit moteur industriel sur le site. 3° Engager les études pour la fabrication d'autres moteurs de cylindrée plus grosses pour répondre aux besoins exprimés par MBK. Nécessité pour cela de créer une nouvelle unité de production sur le site Sofrelmo de Pantin.



ser, donc le moins d'outillage possible, le moins de moules, le moins de machines en faisant effectuer le moins de réglages pour parvenir au coût le moins élevé possible.

Un autre de nos principes : nous nous sommes limités à une gamme située entre 3 et 6 CV. Elle représente d'ailleurs 80 à 85 % du marché, depuis les tondeuses à gazon en passant par les groupes électrogènes. C'est donc bien là un créneau porteur.

Soucieux d'offrir une grande souplesse commerciale et technique, de personnaliser le produit sans pour autant entraîner une trop forte augmentation de son coût, nous avons été amenés à étudier simultanément 14 moteurs (à 2 temps, à 4 temps, à villebrequin horizontal ou vertical) tout en sachant que lorsque le projet aboutira, certains d'entre eux seront sans doute abandonnés.

Des prototypes ont déjà subi des essais et des gammes sont élaborées : dans cette nouvelle entreprise des années 90 seront fabriquées les pièces maitresses cependant que la fonderie, la tôlerie, les pièces plastiques, l'équipement, seront confiés à des sous-traitants. Les techniques les plus moder-

nes, la robotisation, seront introduites dans cette production.

Restait à faire une étude chiffrée. Déjà, avec une production annuelle de 165 000 moteurs, nous atteignons l'équilibre. Or, nous savons que nous pouvons aller jusqu'à une production de 360 000. Un marché de 200 000 moteurs nous semble donc raisonnable.

Dans cette hypothèse, les effectifs atteignent 275 personnes — des gens capables de transférer leur savoir à d'autres — auxquelles il faut ajouter (à proportion de 50 %) le personnel sous-traitant.

Tenant compte que les salaires ont été calculés en fonction de ce qui se pratique ici, qu'il faut redémarrer avec un matériel tout neuf, nous avons évalué nos besoins à 180 millions de francs avec un minimum de 60 millions de francs comme financement de départ, dont 50 millions de francs d'investissement. »

Pour l'heure, les cadres de la Sofrelmo tapent à toutes les portes pour faire aboutir leur projet. Mais à ce jour, seuls ont répondu présents des investisseurs désireux de créer une reconversion dans leur région frappée de plein fouet par le chômage, comme la Lorraine, par

DANS LES ATELIERS

Jean-Marie Poirier, secrétaire général de la section syndicale C.G.T. nous donne le poulx, dans les ateliers. Depuis que la date de fermeture de l'entreprise est connue, les travailleurs se sont mobilisés auprès des ministères pour savoir ce que vont devenir les 675 hommes et femmes qui produisent à la Sofrelmo. Des demandes de stage n'ont, jusqu'à là, pas abouti. Une réunion a été demandée pour la mi-décembre auprès du ministère de l'Industrie. A ce jour, aucune réponse n'est parvenue.

La situation est d'autant plus critique que la moyenne d'âge dans l'usine atteint 47 ans et que beaucoup de travailleurs semblent condamnés à court terme au chômage. Une réunion publique du comité d'entreprise a eu lieu ces jours derniers. Les ouvriers ont laissé éclater leur colère de voir tant d'argent dépensé pour faire fabriquer à l'étranger. Le travail quotidien n'est pas très motivant ; de plus en plus, les gens sont mutés à droite, à gauche, cependant que le travail se fait au coup par coup. Le sentiment général est que tout cela aurait pu être évité si l'ancienne direction avait voulu diversifier la production, si elle n'avait pas laissé vieillir l'outil de travail en refusant d'investir. Certains évoquent avec amertume tout l'argent qui est parti en Suisse à cause de M. Noblet, président-directeur général de Motobécane, mouillé dans le scandale de Paribas.

L'avenir ? Il n'est pas bien sûr pas très rose. Un espoir, quand même : le maintien du moteur V10 qui équipe les mobylettes 49/9. Il a encore une durée de vie de 4/5 ans et le P.-D.G. de Motobécane semble d'accord pour que sa fabrication soit maintenue à Pantin. Quant au plan des cadres de l'entreprise pour la fabrication du petit moteur thermique, le secrétaire de la C.G.T. voudrait y croire. Mais il estime que cette proposition n'avancera pas tant qu'elle ne sera pas prise en compte au plan national et constate que pour l'heure, on attend toujours que les pouvoirs publics se décident à promouvoir le développement de cette fabrication sur Pantin.

exemple. Or, ces responsables se font une haute idée du savoir-faire et de la compétence de la main d'œuvre qui est ici, sur place. Ils se demandent s'il va falloir attendre que la Seine-Saint-Denis soit, à son tour, transformée en désert pour qu'on daigne, enfin, s'y intéresser...

A LA MAIRIE

Yves Collombet, spécialiste des problèmes économiques à la mairie de Pantin, donne son point de vue.

Le projet des cadres de la Sofrelmo est intéressant, il confirme qu'une solution industrielle existe. Deux problèmes sont soulevés : le financement et le retour au seuil de rentabilité.

Le financement : Il est révélateur de le calculer à contrario. Quelles seront les conséquences de la disparition de la Sofrelmo ?

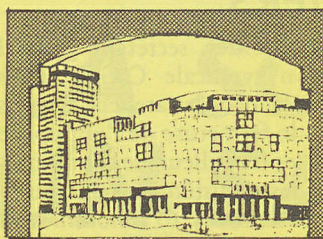
— Un coût social de 80 000 francs par

licenciement.

— L'importation de moteurs pour la gamme MBK, outre une dépendance technologique accrue, accentuera le déficit de notre balance commerciale.

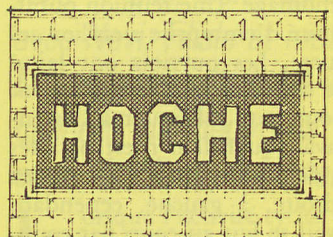
— La nation devra déboursier des millions pour liquider la Sofrelmo. L'efficacité économique passerait par leur utilisation pour l'investissement productif.

Le retour au seuil de rentabilité : L'existence d'un site industriel, de moyens de production, d'un savoir-faire des travailleurs et des cadres de cette entreprise sont autant d'éléments qui peuvent lui permettre d'atteindre à court terme le seuil de rentabilité, et ce d'autant plus vite que serait maintenue



rouvray ILOT 27

Avenue Général-Leclerc entre la rue Auger et l'hôtel Mercure des plantations de végétaux ont suivi la réfection des trottoirs.



hoche

L'éclairage public entre la rue Jules-Auffret et la rue Méhul et dans l'avenue Jean-Lolive et la rue Hoche a été doté de lampes à sodium qui permettent un meilleur rendement lumineux, ceci pour la sécurité. De plus, cet éclairage offre l'avantage d'économiser l'énergie.

Les trottoirs rue Franklin, entre la rue Nodier et Pré-Saint-Gervais ont fait l'objet de soins particuliers : reconstructions et protections, anémagement de végétaux et pose de jardinières. Il en a été de même pour la rue Pasteur, la rue Jules-Auffret et la rue Méhul.

Dans l'avenue Jean-Lolive, il y a eu un réaménagement des trottoirs afin de permettre une meilleure utilisation du marché.

La pose de canalisation a été effectuée rue Djerzinski, entre les rues Vaucanson et Jean-Lolive.

Au C.M.S. Cornet un sas a été installé dans la porte d'entrée, la toiture est éga-

suite page 7

LA SEMIDEP MISE EN CAUSE?

Nous avons rencontré des habitants. Ils évoquent leurs préoccupations.

Plantés au cœur d'un parc, les 791 logements, construits par la SEMIDEP, peu avant 1960, constituent une partie des habitations de la cité. Depuis quelques temps, des phénomènes tels que la drogue, les vols, les dégradations sont apparus. Les locataires interrogés, attribuent à cette société, une part importante dans la montée de l'insécurité.

Aujourd'hui, que constate-t-on ?

Certains locataires relogés aux Courtillières par la SEMIDEP, étroitement liée à la mairie de Paris, sont des « cas sociaux lourds » et relèvent à leur arrivée à Pantin de l'aide sociale. Parallèlement, les carences, quant à l'entretien des bâtiments de la société, concourent également à altérer l'image du quartier. C'est le sentiment de Violette Legrand, responsable de la mairie annexe des Courtillières.

L'objectif de la SEMIDEP

Selon des membres de l'amicale des locataires, l'objectif — presque avoué — de la société est double : débarrasser la capitale de certains « indésirables » en les installant aux Courtillières. En second lieu, créer un climat d'insécurité, favorable au découragement des anciens locataires, plus attachés à leur quartier. Les uns parlent de ghettos, les autres de la possibilité de voir les logements se



Rose Colombani : « Il fait bon vivre aux Courtillières »

transformer un jour en résidence de grand standing. Chacun s'accorde à reconnaître à la SEMIDEP, la volonté politique de déstabiliser le quartier.

Une amicale active

Suite à la création de l'amicale en 1978, la réhabilitation extérieure est entreprise avec l'isolation thermique des « courbes », le double vitrage, la pose de volets plastique, même si une pétition circule pour exiger leur remplacement par des volets en fer à tous les premiers étages, régulièrement cambriolés, les porches facilitent en effet l'accès aux voleurs.

Coût de cette réhabilitation : 2 milliards de centimes, débloqués sur les fonds propres de la société. Autre exemple : les installations de chauffage, non vérifiées depuis 26 ans ont été révisées, ce qui a entraîné une forte diminution de la consommation de fuel. Une réserve toutefois, la SEMIDEP refuse d'effectuer les travaux de peinture. Ce n'est pas tant la

marchandise qui coûte chère, mais la main-d'œuvre. Et puis, le non-respect de la rénovation a été l'argument avancé pour ne pas satisfaire cette revendication.

Rose Colombani, secrétaire de l'amicale des locataires, se souvient qu'à l'origine, aucun des appartements ne disposait d'un véritable confort, les quelques amélio-

tions apportées ont toujours été à la charge des locataires. Ainsi, une autre locataire a fait transformer, à ses frais, un bac à linge en baignoire, mais ne considère pas pour autant disposer d'une vraie salle de bains. Et Madame Colombani de rappeler que « chacun des acquis obtenus non sans difficultés, démontre l'efficacité et la réelle utilité de l'amicale. »

Des revendications légitimes

Forte de ses 200 membres, l'amicale fait circuler actuellement une carte-pétition demandant : la poursuite de la réhabilitation de la cité, la réfection des halls d'entrée, escaliers, lieux communs, la priorité des logements aux pantinois et la dévolution des biens à l'OPHLM de Pantin.

« Beaucoup de gens ignorent que Jacques Isabet, avec sa seule voix au Conseil d'Administration de la SEMIDEP, ne peut influencer sur les décisions prises » remarque Madame Colombani. Pourtant, comme administrateur, il est intervenu à maintes

reprises auprès de la direction de la société pour lui faire part de son inquiétude, en matière d'attribution des logements.

« Cette politique de relogements » menée par la SEMIDEP, conduit à créer une sérieuse situation d'insécurité dans le quartier. Conformément aux orientations de la politique de décentralisation, Jacques Isabet a demandé « que la ville de Pantin bénéficie immédiatement d'un droit de regard et de vote sur les attributions à venir ». Au delà, c'est la question de la dévolution des biens qui reste posée. Cette revendication se heurte à un refus catégorique de la société. La gestion des logements de la SEMIDEP par l'OPHLM serait le point de départ d'améliorations notables pour les locataires et correspondent à une véritable attente de leur part.

La sécurité

Les avis sont partagés. Les uns disent qu'il fait bon vivre aux Courtillières, au milieu d'un parc très agréable et aussi convoité pour sa proximité de

la capitale. Sans banaliser les problèmes existants, ils soulignent que ces derniers ne sont pas exclusivement le fait des jeunes du quartier, mais sont également dus à des visiteurs venus de l'extérieur. D'autres, par contre, n'hésitent pas à laisser entendre qu'ils ont fait l'acquisition d'armes. Ce recours éventuel à l'auto-défense remet-il en cause le principe de l'ilotage ? Non, mais l'on dénote souvent dans les propos recueillis, un manque d'efficacité de l'équipe en place.

« L'été-jeune »

Si cette initiative a été très bien accueillie par les jeunes, elle a également reçu un écho très favorable dans la population. C'est une expérience à renouveler.

De ces entretiens avec les locataires, il ressort que le mieux-être dans le quartier passe par la satisfaction des revendications énoncées précédemment. L'amicale est décidée à poursuivre ses efforts dans ce sens. Pour elle, obtenir la dévolution des biens à l'OPHLM de Pantin demeure une priorité.

suite de la page 6

lement en cours de réfection.

Enfin, au C.E.S. Joliot-Curie, l'électricité se voit offrir une seconde jeunesse.



eglise

Place de l'Eglise une opération de drainage et une plantation de végétaux et d'arbres concourent à faire de ce site un endroit encore plus sympathique.

Eau de jouvence

A la demande de la confédération nationale du logement M. Isabet, président de l'O.P.H.L.M. a accepté de participer à une rencontre avec les locataires de Pantin centre. Rencontre destinée à faire le point quant au projet de réhabilitation des immeubles.

Cette réunion qui se déroulait rue Jean-Nicot a regroupé 140 personnes attentives aux problèmes de leur quartier.

M. Mourlon présidait les débats. On notait également la présence de M. Lopin.

Les problèmes à court terme

La question la plus aiguë était celle du chauffage, insuffisant la journée mais trop fort la nuit. Il propose que des relevés soient faits dans les appartements afin que l'office puisse intervenir efficacement auprès de la société qui s'occupe du chauffage.

Les problèmes de propriété et de sécurité ont été également évoqués.

En particulier le vandalisme place de l'Eglise. Des locataires se sont également plaints des infiltrations d'eau qui se produisent au 126, avenue Jean-Lolive. Pour la sécurité, au

suite page 8

ÉCOLE

Une situation préoccupante

tude des enseignants et parents grandit. Une occupation des locaux n'était pas à exclure à l'heure où nous mettons sous presse.

A Diderot maternelle, deux institutrices malades ne sont pas remplacées.

A l'école Plein-air, il y a également deux institutrices non remplacées. Devant cette situation, à bien des égards, sérieuse, Jacques Isabet est intervenu auprès de l'inspection académique.

« Monsieur l'Inspecteur, Par une lettre en date du

16 novembre dernier, j'informais Monsieur le Ministre de l'Education Nationale, de la situation préoccupante à laquelle se trouvent confrontés plusieurs établissements scolaires de notre ville du fait du non-remplacement des maîtres absents.

Je suis contraint d'intervenir à nouveau pour vous demander solennellement de rechercher tous les moyens possibles pour mettre un terme à cette situation.

En effet, à ce jour, plus de 150 enfants dans notre ville

plus, des congés de maternité doivent intervenir très prochainement. Il n'est pas pensable de laisser de tels problèmes sans solution, d'autant qu'au-delà des centaines d'enfants pénalisés, les enseignants et les parents se trouvent eux aussi placés devant de graves difficultés.

Je vous prie de croire, Monsieur l'Inspecteur, en l'assurance de mes sentiments distingués ».

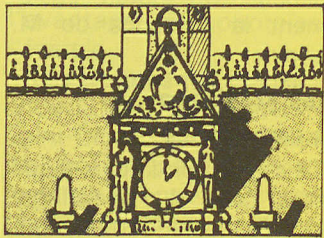
Le Maire
Conseiller général de la
Seine-Saint-Denis

28, rue Méhul, il serait souhaitable d'installer les volets en fer pour la protection des rez-de-chaussées. Les problèmes des eaux usées seront résolus par la modification en cours des canalisations. Quant à la sécurité, il répond qu'il a demandé un renforcement de l'ilotage.

La réhabilitation

Des volets seront posés en priorité au rez-de-chaussée, cependant que toutes les fenêtres accessibles seront protégées. La réhabilitation coûtera de 8,5 à 9 millions par logement. Il y aura une campagne de changement de tous les sanitaires. Toutes les installations vétustes seront remises aux normes. Il y aura un agrandissement des halls, des installations d'interphones. Les terrasses seront refaites et isolées thermiquement. Les ascenseurs seront modifiés.

A cette réunion chaque question a trouvé une réponse. La réhabilitation n'est pas qu'un vague programme, elle commence à devenir réalité et répond aux questions posées lors de cette réunion et ce quartier retrouvera ainsi une seconde jeunesse.



mairie

Des travaux ont été réalisés à la demande de la ville par la D.D.E. sous le pont S.N.C.F., afin de mieux assurer la protection des piétons : des murets ont été montés séparant le trottoir de la partie chaussée, afin d'éviter les inondations fréquentes.

La sécurité sera plus effective à la sortie de la gare de marchandises grâce à la pose de feux tricolores.

suite page 9

RENCONTRES

FANNY COTTENÇON SUR LE GRIL

Quatre classes du C.E.S. Lavoisier
à la rencontre d'une actrice



Le cinéma populaire français est malade. Il n'a pas les moyens de soutenir la compétition avec les grandes super-productions françaises (à la Belmondo ou à la Coluche) ou étrangères telle « Indiana Jones ou le Temple Maudit ». Des acteurs, des réalisateurs réagissent.

C'est dans le cadre de la toute nouvelle association

« Les amis du cinéma populaire » créée par le réalisateur et acteur Roger Coggio que Fanny Cottençon et l'adaptateur Bernard Landry sont venus s'entretenir avec les élèves des 4 classes de 3e du C.E.S. Lavoisier après la projection, au cinéma Carrefour, du film « Les fausses confidences » adapté d'après la pièce de Marivaux.

Fanny Cottençon a expliqué qu'avec d'autres comé-

diens du film, elle avait pris l'engagement d'aller à la rencontre du public, de changer avec lui les rapports traditionnels du cinéma, bref de démystifier le métier d'acteur. Ces échanges se déroulent lors d'animations programmées, dans les entreprises ou dans le cas présent, dans un établissement scolaire.

Entre deux explications sur les A.C.P., les « invités » des jeunes collégiens se sont prêtés gentiment au jeu des questions-réponses sur la fabrication du film, la durée nécessaire (huit semaines pour « Les fausses confidences »), son coût (900 millions d'A.F.), mais aussi, sur le maquillage, la nécessaire concentration du comédien et... sur son salaire. Sur ce dernier point, chacun d'eux est resté très évasif même si l'on a appris que d'un commun accord, les comédiens avaient consenti à des sacrifices importants sur le cachet des « Fausses confidences ».

HANDICAPÉS

Dans le cadre d'un concours de projets, lancé par la caisse des dépôts et consignations, le groupement pour l'insertion des Personnes Handicapées Physiques (G.I.H.P.) met en place, avec l'appui de deux ministères, une opération unique en Europe : proposer des services d'auxiliaires de vie 24 h/24 h ainsi qu'un moyen de transport adapté dans des villages de vacances ordinaires appartenant à deux des plus grandes organisations françaises de tourisme social : « Tourisme et Tra-

vail » et « Villages Vacances Familiales ».

Quatre séjours se dérouleront dès les congés d'hiver 1984/85 dans deux sites différents, l'un dans les Alpes (Prapoutel), l'autre sur la côte méditerranéenne (Le Cap d'Agde). D'autres séjours sont prévus pour l'été 1985.

Le prix d'un séjour d'une semaine varie entre 1 200 F et 1 800 F selon la formule. A ce prix s'ajoutera une participation horaire au service

d'auxiliaires de vie variant de 25 F à 30 F.

Renseignez-vous et inscrivez-vous avant le 31 octobre 1984 au : G.I.H.P. 10, rue Georges de Porto-Riche, 75014 Paris, tél. : 540.43.64.

Quelques rappels :

1. Chaque premier samedi de chaque mois, de 9 h à 12 h, se tient une permanence de renseignements au centre administratif, rue de la Marine à Pantin.

2. A la piscine « Maurice Baquet », rue d'Estienne

ASSOCIATIONS

PANTIN VILLE VERTE

L'association Pantin-Ville Verte, Villé Fleurie propose des projets pour 1985.

Fin avril : une journée au Parc de La Courneuve (200 ha).

Fin mai : une demi-journée aux jardins A. Kahn et à Bagatelle.

Courant juin : Honfleur,

Lisieux et les petites routes normandes.

Début septembre : Les Andelys, la boucle de la Seine, Rouen et ses points de vue panoramiques.

Fin septembre-début octobre : Châteauneuf-sur-Loire, Saint-Benoît-sur-Loire, Sully-sur-Loire, Isdes (village fleuri)

et autres bourgades primées du Loiret.

Les inscriptions sont payables à la réservation : 50 places maximum. Se renseigner un mois environ avant la date présumée de chaque sortie. Le prix sera calculé en fonction des tarifs de restaurants et des locations de cars.

TRANSPORTS

LE STATIONNEMENT

Le problème du stationnement, lié à celui de la circulation dans la ville, abordé en début d'année dans ces mêmes colonnes, mérite que l'on y revienne.



Les épaves

A propos des épaves, il est bon de rappeler que sur simple appel au commissariat, un véhicule en mauvais état, peut-être retiré gratuitement.

La concertation entre la municipalité et le commissariat est le point de départ d'un ensemble d'actions destinées à améliorer la circulation.

Malgré la pose d'arceaux sur les trottoirs, les aménagements de places de stationnement sur les trottoirs, les élargissements de voies, de nombreuses infractions ont été constatées et favorisent le stationnement anarchique. Aussi, en accord avec le com-

missariat, des mesures ont été prises ; renfort des effectifs de police sur les points chauds, répression des infractions plus vigoureuse (mise en fourrière pour stationnement irrégulier). Les différents partenaires intéressés par ces problèmes de stationnement (association de parents d'élèves pour les sorties d'écoles, fédération de routiers pour le stationnement sur le pont près de la gare de marchandises, voitures garées aux alentours des immeubles...) seront préalablement avertis. Cette démarche, outre le fait d'informer les usagers, doit inciter à plus de civisme.

LE PANTINOIS

A la suite de la mise en service du prolongement de la ligne de métro n° 5, la R.A.T.P. restructure ses lignes d'autobus. Le « Pantinois » est donc suspendu et des pourparlers sont engagés pour l'intégration de son trajet dans les lignes déjà existantes.

Après dodo, boulot, voici le métro

La visite du prolongement du métro Eglise de Pantin-Préfecture de Bobigny s'est déroulée vendredi 30 novembre, en présence de Claude Quin, Président du Conseil d'Administration de la RATP, Jacques Isabet, Maire et les élus municipaux.

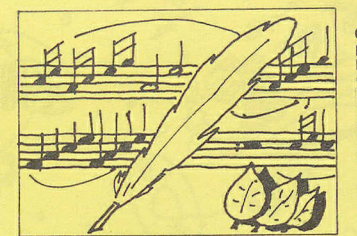
La ligne 5 « place d'Italie-Eglise de Pantin », dont le dernier tronçon avait été mis en service le 12 octobre 1942, se voit donc prolonger de 3 kilomètres. Sur son trajet, le métro passera sous le canal de l'Ourcq et circulera à ciel ouvert sur 1,5 kilomètre le long de la berge nord du canal. La dernière station sur le territoire de Pantin aura pour nom « Raymond Queneau » et se situe sous le carrefour des limites. Les



explications du Directeur des travaux neufs de la RATP, ont permis de mieux évaluer l'importance de la réalisation, qui est « la rencontre entre le métro, le tramway, le bus et la voiture », comme le rappelait Claude Quin. En effet, au terminus de Bobigny, sont également construits une gare routière, un parking de stationnement de 336 places

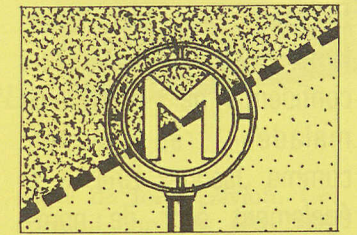
sur deux niveaux. Pour Jacques Isabet, « cette prolongation constitue une amélioration des transports pour les pantinois ». De part et d'autre, l'on attend avec impatience l'inauguration prévue autour du 25 avril 1985.

Nous reviendrons prochainement dans le détail sur cet important aménagement.



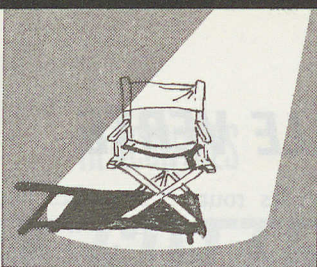
pommiers auteurs

Avenue Anatole-France des arbres ne pouvant tenir efficacement leur rôle ont été réformés et laissent la place aux jeunes.



limites

En travaux d'assainissement : des difficultés ont été rencontrées rue Formagne en raison de l'arrêt des travaux suite à la découverte d'un puits. L'Inspection Générale des Carrières doit se déplacer afin de donner un diagnostic définitif quant à la poursuite des travaux.



ETHIQUE ET COMMUNICATION MEDICALE

Chef du service cancérologie de l'hôpital Avicenne à Bobigny, le professeur Israël a été le médecin et le confident de nombreux malades très connus comme Jacques Brel. Il a également écrit de nombreux livres, dont « Le cancer aujourd'hui », « La médecine et le reste » et « La décision médicale ». Sa notoriété dans le domaine du cancer a dépassé nos frontières. En marge de la conférence-débat qu'il a tenu le 20 novembre à Pantin il a bien voulu nous accorder un entretien.

Que pensez-vous des derniers problèmes soulevés par les grands médias et qui recouvrent en partie la notion d'éthique (mère porteuse, sperme congelé, greffe du cœur de babouin sur un nouveau-né) ?

Il faut distinguer deux choses, ce qui peut être fait et ce qui ne peut l'être en aucun cas. Nous assistons, comme partout, à certains phénomènes de mode. Bien sûr, il y a des choses qui ne peuvent être faites en raison de circonstances, voire d'environnement culturel. Un exemple : je ne suis pas contre les mères porteuses, notre société dans ses us et coutumes, a quelques blocages, elle se pose des questions. Je suis persuadé que d'autres sociétés que la nôtre, ne se poseraient aucune question,

Un entretien avec le professeur Israël



A gauche, le professeur Israël, lors du débat du 104.

n'auraient aucune hésitation. Quant à la greffe du cœur de babouin sur ce nouveau-né, il est clair que les médecins qui l'ont pratiquée, savaient par avance qu'il y aurait rejet total. Il y a eu un détournement de la médecine au profit d'autres intérêts.

L'information donnée, ou plutôt l'excuse qui était : « nous greffons ce cœur en attendant le cœur d'un enfant du même âge », vous semble, si j'ose dire, une opération publicitaire ?

Oui. Mais sur ce sujet, pour être complet, je veux dire que personnellement je serais très heureux que dans l'avenir ce genre d'opération réussisse. En attendant nous ne sommes même pas encore en mesure d'affirmer que la greffe du cœur de babouin sur un singe soit efficace. Ceci dit comme pour la question précédente, le problème moral subsistera pour certains.

Ne pensez-vous pas qu'une certaine presse et d'autres médias ont à cette occasion occulté le côté

médical afin de privilégier le sensationnel ?

Effectivement ce qui intéressait les journalistes n'étaient pas les progrès supposés de la médecine, mais le côté spectaculaire, ce qui fait vendre du papier. En quelque sorte ce n'est pas la quotidienneté de la recherche qui les intéresse, cela ne fait pas de bonnes photos.

Vos relations avec les journalistes sont-elles bonnes ?

Vous savez, si un journaliste scientifique vient me voir, je m'entretiens volontiers avec lui. S'il faut du sensationnel, il n'a aucune chance avec moi. Parfois nos propos sont déformés, amplifiés, tous mes collègues ont eu une expérience malheureuse avec un journaliste. Il est vrai que c'est une réalité compliquée. Un journaliste scientifique ne peut prendre position lorsque deux thèses s'affrontent, il ne peut que rapporter le plus fidèlement possible ce qui est dit, même si parfois, pour une raison quelconque, il penche vers

l'une des deux : ce serait tromper peut-être ses lecteurs, les influencer et ainsi influencer le cours de la recherche par une sorte de pression occulte. Disons que le problème de la communication médicale n'est pas résolu.

Le pouvoir médical en 1984, est-il tangible ou est-ce une vue de l'esprit ?

Je pencherai pour la vue de l'esprit. Nous ne pouvons par exemple imposer à un malade des traitements dont il ne veut pas. Savez-vous qu'il y a plus de guérisseurs en France, que de médecins ? Sans doute au 19^e siècle, le médecin était-il une figure importante de la vie sociale, et cette image perturbe-t-elle dans l'esprit des gens. Mais la réalité est bien différente, et cette profession est de plus en plus difficile. Si nous parlons de pouvoir, je penserai plutôt à celui de la pharmacologie.

A ce propos, une question devenue désormais classique : que pensez-vous de l'abus de tranquillisants ?

Il y en a un formidable abus et je le déplore car ce sont malgré tout des substances chimiques qui ne sont pas bonnes pour l'organisme.

Ne pensez-vous pas qu'il y a pour le médecin une certaine facilité en le prescrivant ?

Je ne saurais le dire. Les gens sautent dessus, sans doute y trouvent-ils leur compte, il est facile de parler de stress, mais dans cette situation il est délicat de refuser le possible mieux. Sans doute est-ce artificiel, et soigner les causes véritables serait-il plus bénéfique. Mais là c'est un autre sujet.

LE CIRQUE DANS TOUS SES ETATS

Clowns, jongleurs, bombyx : les enfants à l'honneur



Cette année, plutôt que d'offrir un jouet à quelques 600 enfants, la caisse des écoles, le centre communal d'action sociale, le service culturel et le service enfance de la ville se sont groupés et ont décidé de miser sur le cirque en cette période de Noël. 2800 enfants bénéficieront des animations, 2000 d'entr'eux assisteront au spectacle gratuitement. Les 800 autres visiteront l'exposition et participeront à des ateliers.

« Approchez, Mesdames, Messieurs et les enfants, approchez... » pour une semaine, le Cirque de Paris a planté son chapiteau sur le parking,

face à l'Eglise de Pantin. Les passants ont vu se dresser peu à peu les mâts, qui en constituent la charpente.

Bientôt, sous les faisceaux lumineux se produiront : tra-

pézistes, rois de la voltige sans vertige ; jongleurs habiles de pieds et des mains ; dompteurs, faisant des lions et tigres, de gentils gros matous ; funambules pour qui la vie ne tient qu'à un fil ; magiciens, qui pour vous, feront sortir de leurs chapeaux les clowns tant attendus, sans oublier Monsieur Loyal. Autant de numéros prestigieux dans un cirque à dimension humaine, presque enfantine.

Ne ratez pas le spectacle du Cirque de Paris. Vous serez accueillis au son du grand

orgue de foire Gavioli. Cet appareil, un des plus gros fabriqués, a animé le Carrousel de vélocipèdes à « l'Electric Velodrome » de 1898 à 1914. Il remplace 60 musiciens.

Entrez, entrez, vous ne le regretterez pas. Le Cirque de Paris est dans votre ville, chez vous.

Mardi 18, mercredi 19 et jeudi 20 décembre, une limousine Buick 1931 circulera dans les rues de la ville pour annoncer la venue du Cirque.

Vous serez nombreux, nous l'espérons à remplir les gradins pour la plus grande joie des artistes, soucieux de défendre leur métier, d'offrir un beau spectacle, eux qui ont seuls, le secret de faire rimer cirque et magie ! »

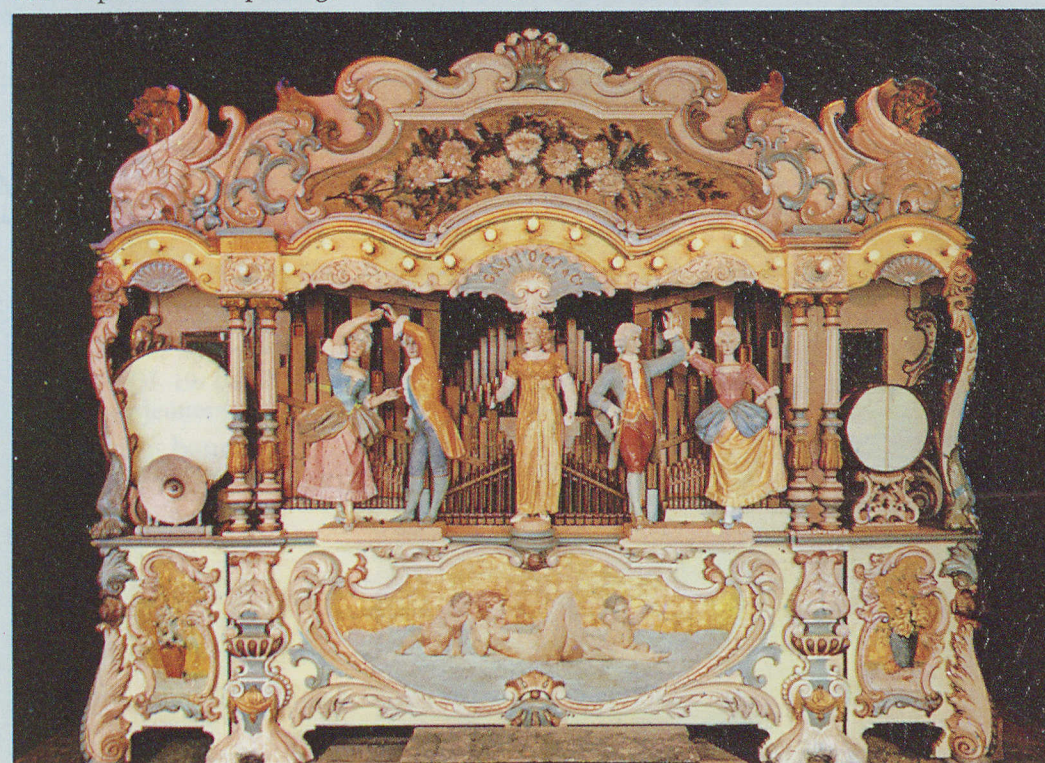
QUE LA FÊTE COMMENCE !

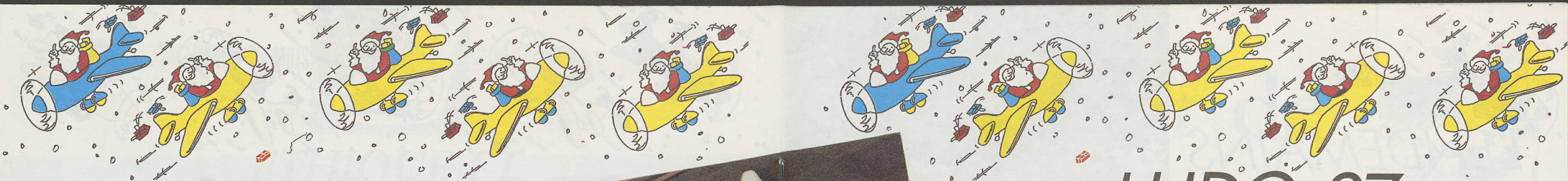
Avec le Cirque de Paris, sur le parking, face à l'Eglise de Pantin :

— Pour les écoles, centres de Loisirs.
— Pour les enfants de chômeurs.

Du lundi 17 au samedi 22 décembre.

Séances publiques : mercredi 19 et samedi 22 décembre à 15 heures. Prix des places : enfants : 10 F, chômeurs et étudiants : 15 F, adultes : 25 F.





LE CLOWN OU LA PART DU REVE

Le clown champi, tel qu'en lui-même

Du 12 décembre au 5 janvier, au centre administratif, sur les lieux mêmes de l'exposition consacrée au musée de la musique mécanique, des animations seront assurées alternativement par trois artistes du cirque de Paris, sous la forme d'ateliers avec du jonglage, des monocycles, des acrobaties et des clowns.

Champi et Tatave participeront aux animations. Champi présente les clowns : « Il y a le clown blanc, avec son visage lunaire, fendu d'une bouche étroite qui apparaît comme un être dur, froid, un peu déroutant. Et puis, il y a l'Auguste, gaffeur, mauvais élève : il multiplie les gags et répand le rire. Les enfants s'identifient à lui. »

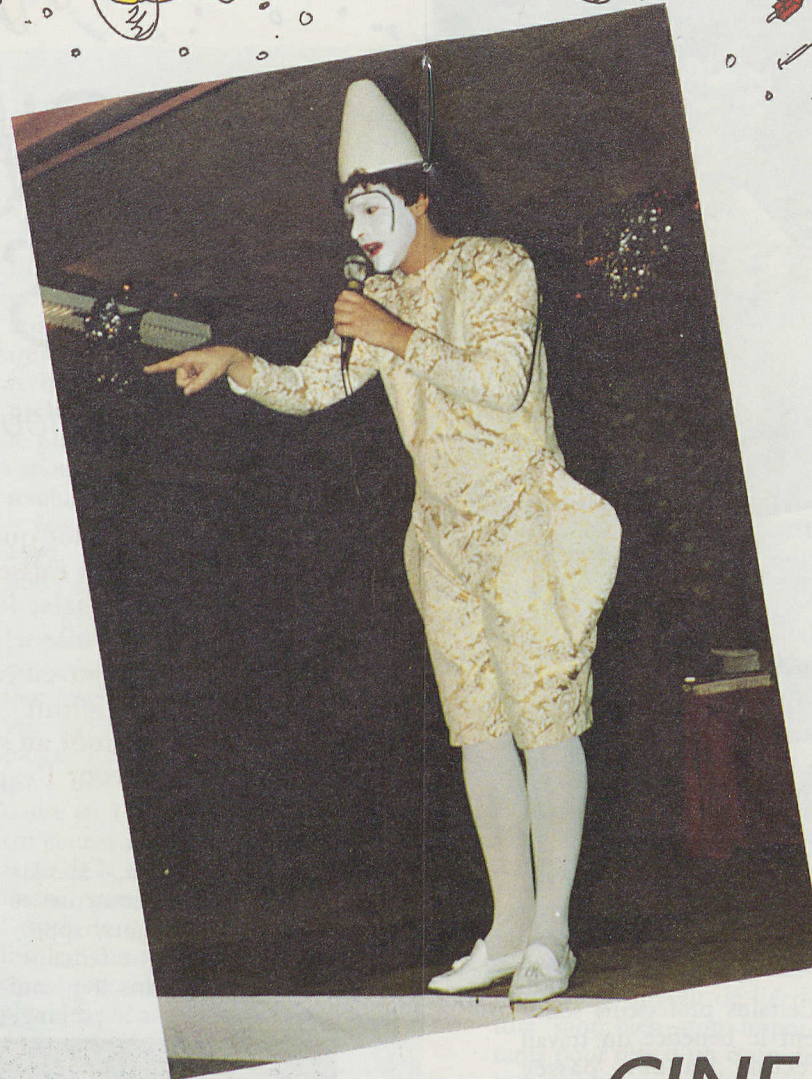
Champi est frappé par le fait que « dans la période

que nous connaissons, dans un contexte difficile où les gens n'ont pas particulièrement envie de rire, où ils sont angoissés dans leur vie de tous les jours, le clown a un rôle déterminant. » Il contribue, pour lui, à « les faire s'échapper du quotidien, à oublier — ne serait-ce qu'un cours instant — leurs soucis. »

A Pantin, Champi et Tatave s'attacheront surtout à

donner des explications autour du maquillage, du métier de clown. En prime, ils feront quelques tours de magie, l'occasion, peut-être, de dévoiler des petits secrets...

L'avenir du clown ? Champi est quelque peu pessimiste. Même si la possibilité existe aujourd'hui pour les clowns de se former avec les écoles de cirque, « la venue de clowns étrangers, polyvalents, parfois moins chers, accroît le nombre de collègues français sans travail. » Pour lui, « il importe aujourd'hui plus que jamais de préserver l'image du clown, étroitement liée à celle du cirque, avec la part de mystère, de magie, de rêve qu'ils apportent à l'enfant. »



LUDO 27

Pour ceux qui ont le jeu entre les oreilles...

Avec la construction des écoles « Liberté » et « Louis Aragon », le centre de loisirs primaire réintègre ses locaux et la ludothèque ouvre à nouveau ses portes au 20 de la rue Scandicci.

Pourquoi une ludothèque ?

Le quartier bouge avec la ville. L'ouverture de la ludothèque correspond aux besoins d'accueil des enfants et des jeunes.

Cette nécessité passe par un élargissement de la connaissance, de la découverte, de la responsabilité de chacun.

La ludothèque veut se tourner vers les écoles, centres de loisirs, les structures municipales (service culturel, de la jeunesse, des sports), des familles, les associations.

Le service enfance de Pantin a été chargé de mettre en place ce projet autour duquel travailleront ce « collectif d'intervenants » de quartier.

Un rôle socio-éducatif

Plus qu'un service de prêt, la ludothèque constitue le point de rencontre des enfants et jeunes du quartier. Ainsi, elle offre de nombreux avantages : chacun peut manipuler jeux et jouets, quel qu'en soit le prix, elle aide l'enfant à mieux choisir et éviter le gaspillage du jouet délaissé dès son achat. En provoquant un regard critique sur le commerce du jouet ou du jeu, elle favorise l'intérêt à la qualité.

Une grande diversité de jeux

Un peu à l'image de la caverne d'Ali-Baba, la ludothèque regorge d'une quantité de jeux et de jouets. Fléchettes, dés, dames, passe-murailles, dominos, mikado, télécran, play-mobil, ... autant de jeux d'intérieur, de hasard et de société, jeux d'adresse, de stratégie, de tactique, sans oublier les ping-pong.

Enfants, jeunes de ce quartier, qui ne connaissez pas encore la ludothèque, vite, une visite s'impose. Sur place, l'animateur vous donnera tous les renseignements.

La ludothèque est ouverte aux enfants de 3 à 12 ans, aux jeunes de 13 à 18 ans et aussi aux adultes.

Elle les accueille : mardi, jeudi et vendredi de 16 heures à 18 heures 30 ; mercredi et vacances de 9 heures à 18 heures 30 ; samedi de 14 heures à 18 heures.

Fermeture le lundi et les jours fériés. Inscription : 25 F par trimestre.



MUSIQUE MECANIQUE

En liaison avec la venue du Cirque de Paris, se tiendra au Centre administratif, une exposition consacrée au musée de la musique mécanique. Son but : faire découvrir aux Pantinois les multiples réalisations des trois derniers siècles, au total quatre-vingt

appareils authentiques, dont certains joueront pour vous.

Témoins d'une époque aujourd'hui un peu oubliée, cette collection comprend des petites boîtes à musique-bijoux, tabatières, jouets, objets curieux, cartels, disques métalliques, piano mécanique, orgue de salon, orgue de manège, et aussi un ensemble de différents types de phonographes.

Seront également exposées des machines Bombyx, dotées d'un système générateur d'environnements sonores. Ces instruments de musique originaux, de nature mécanique, électro-acoustique et automatique ont un aspect visuel — au niveau de la pro-

duction du son et de son contrôle — très spectaculaire. Instruments « à vents », « à cordes », ou « à percussion », ils peuvent être à la fois des « automates » qui émettent leur musique de manière autonome et des machines télécommandées manuellement par des musiciens.

Un événement à ne pas manquer pour ceux qui s'intéressent à l'électro-acoustique. Jacques Rémus, membre de l'ARDCAM (association pour la recherche et le développement de la création artistique et musicale), qui a fabriqué les machines, présentera ses créations.



Animations cirque à Noël

Centre administratif, rue Victor-Hugo :
— maquillage,
— monocycle,
— fil,
— jonglage.
Mercredi 12 décembre au jeudi 3 janvier 1985.

CINE FETES AU 104

SAMEDI 15 DECEMBRE
21 H

Le verdict.

MERCREDI 19 DECEMBRE
15 H ciné jeunes

La petite bande.

SAMEDI 22 DECEMBRE
21 H

L'As des As.

MERCREDI 26 DECEMBRE
15 H ciné jeunes

La Mélodie du bonheur.

SAMEDI 29 DECEMBRE
21 H

Rue Barbare

« Musée de la musique mécanique » du 12 décembre au 3 janvier 85. Ouvert tous les jours de 9 heures à 12 heures et de 13 heures 30 à 18 heures ; samedi de 9 heures à 12 heures. Avec la participation des machines « Bombyx » : système générateur d'environnements sonores - du 16 au 27 décembre 1984.



LENDEMAINS DE FÊTE

Fêtes, gueule de bois, fatigue, stress, un médecin s'explique.

Lorsque notre corps nous interpelle, rien ne va plus. Un médecin fera ici le point avec vous, chaque mois. En cette veille de grandes bouffes, le docteur Angle, médecin du travail, a choisi de vous confier ce qu'évoquent pour lui des lendemains de fête... pas si faciles !

Les lendemains de fête — ça évoque la tristesse ; le vice, le malaise, la gueule de bois. En prévision de ces moments désagréables, il est de bon ton de demander au médecin de sages conseils, quelques interdictions et autorisations que personne ne suivra — pas même lui.

Que se passe-t-il donc dans nos fêtes, pour que se mêlent ainsi la joie et la tristesse ? — C'est que Noël représente le bonheur de l'intimité avec ceux qu'on aime, la nostalgie de l'enfance, la paix au

repas y est attendue comme pour nous aider à traverser cette longue nuit...

Et le lendemain — à la place du vide il y a ce mal de tête, cette lassitude du corps et de l'esprit, dont on attend qu'elle nous quitte, pour que nous retrouvions le bien-être de ne pas souffrir. Les fêtes de Noël et du nouvel an sont considérées comme des facteurs de « Stress », au même titre que la perte d'un emploi, une naissance, une séparation ou du deuil.

Je crois que le seul conseil à cette occasion est de manger

CHOMAGE, CRISE, NOUVEAUX PAUVRES, ...

MÊME LE HOMARD N'A PLUS LE MÊME GOÛT !!...



milieu de la tempête. C'est paradoxalement à ce moment que resurgissent avec force nos problèmes ou qu'ils sont encore plus sensibles. On représente souvent comme le comble de la misère, la solitude de ceux qui ne réveillent pas. Alors on cherche à combler cette peur du vide par les cadeaux et la bonne chère. L'ivresse des bons

et de boire en fonction du plaisir que l'on en éprouve, et qui est toujours attaché à ceux avec qui l'on « fait la fête ». Quant à la « gueule de bois », seul le repos et la diète y peuvent quelque chose. Se défoncer dans une activité sportive pour « éliminer » ne sert à rien d'autre qu'à épuiser complètement ceux qui sont déjà bien fatigués...



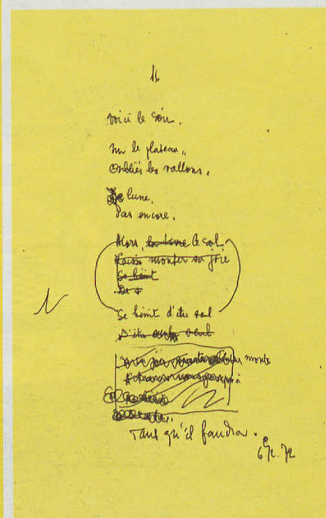
Les yeux fertiles

La littérature intramuros

Certains professeurs soulignent le bénéfice du travail effectué l'année passée autour de la poésie avec les élèves de C.E.2, et Jacqueline Hehn. Cette dernière leur a permis de découvrir ce monde particulier ; sa présence rapprochait les élèves du langage poétique en gommant l'aspect hermétique.

Chacun se souvient également de l'espace ouvert par l'écrivain Michel Tournier, lorsque celui-ci est venu parler dans les classes. Les enfants passionnés par son langage ont appris aux adultes, leurs parents, à le connaître : renversement du classique, vecteur de la connaissance.

Les parents présents insistent sur le fait qu'il est possible par le biais de ce type d'expérience de motiver davantage les élèves, sans



Une page manuscrite de Guillevic.

Un atelier de lecture, bizarre non ?

La lecture : un besoin, une nécessité de tous les jours, pourtant négligée. Donc à redécouvrir.

L'écriture, la lecture : tels étaient les thèmes abordés par les participants à une réunion qui vient de se tenir aux Courtilières (enseignants, parents d'élèves, personnel de crèches, élus et services municipaux). En novembre. Il s'agissait de faire le point sur les actions déjà menées dans le quartier depuis 3 ans et pour l'avenir, de pousser plus loin la formation des enfants, de faire en sorte, pour certains, qu'ils se réconcilient avec cette forme d'étude, pour les autres, qu'ils y prennent goût. Le débat s'est engagé.

pour autant que le retard soit immédiatement rattrapé. Les blocages au niveau de l'écriture sont bien trop importants pour que d'un coup de baguette magique leur soit restituée cette facilité, et que soit réinvesti le lieu déserté de « l'écriture ».

L'école mise en scène

D'autres intervenants insistent également sur le fructueux dialogue établi avec le théâtre-école. Son travail en classe permettait la participation de tous, une adéquation totale entre l'expression gestuelle, orale, et le travail purement scolaire.

On sait qu'une nouvelle directive ministérielle permet, sous certaines conditions, à la municipalité d'aider à la création d'une antenne locale de théâtre où les enseignants pourraient venir faire quelques stages. Cela permettrait la réalisation d'une œuvre comme le grand

mamonège. A ce moment du débat, certains participants évoquent les difficultés que pourrait occasionner, pour le travail scolaire, cette mise à disposition des professeurs afin qu'ils suivent cette formation.

Pour le grand mamonège, cette difficulté avait été surmontée et l'inspection d'académie avait pourvu au remplacement de tous ceux investis en cette expérience.

Il apparaît que l'éventualité de la création d'une œuvre spécifiquement pantomime, dans le droit fil du grand mamonège, n'est pas à exclure ; elle verrait la participation d'un plus grand nombre de personnes, la précédente ayant démontré que l'outil solfège et musique était un apport quant à l'approche d'autres matières, une sorte de redécouverte d'éléments culturels parfois négligés.

Les critiques

Tout n'est pas idyllique et certaines voix s'élèvent afin de déplorer le fait que les maternelles ne puissent pas utiliser autant qu'elles le souhaiteraient la bibliothèque municipale dans la mesure où celle des écoles est, elle même, insuffisante. A cette critique, il est répondu qu'il est impossible d'accueillir toutes les écoles sans léser la population. Rendez-vous est pris pour que la concertation puisse s'établir.

De même une collaboration plus étroite est souhaitée entre la bibliothèque et la crèche, afin que le décloisonnement entre les différentes institutions soit plus perceptible. Ce problème étant à régler également avec la D.D.A.S.S.

Les initiatives

Pour l'heure, la principale du C.E.S., se félicite des contacts établis et souhaite les renforcer en particulier avec le théâtre école.

A cette occasion, Mme la principale annonce la fête se déroulant le 15 décembre qui sera une journée porte ouverte ; aboutissement d'une série d'initiatives, film vidéo, journal interne, etc. Le décloisonnement n'est, en cette circonstance, pas un vain mot.



A l'école primaire Jean-Jaurès il existe des cours de lecture pour les parents avec la participation des enseignants.

L'atelier couture propose dans le cadre de la fête du livre, un thème sur le costume, sur l'empreinte du corps, par l'utilisation de citations d'auteurs connus dont les descriptions fascinées de vêtements restent des morceaux d'anthologie littéraire.

Faire écrire, lire. Un moyen de lutter contre les inégalités ?

Il est difficile de résumer ce riche dialogue, mais toutes ces compétences (culture, service jeunesse, centre de loisirs, bibliothèques, associations, etc.) mises au service de l'atelier de lecture et d'écriture, montrent qu'il existe des structures efficaces afin de lutter contre certains abandons. Ces structures il faut s'en servir, et les désirs, exprimés en cette soirée, sont la preuve qu'une demande existe, et qu'il est nécessaire et juste d'y répondre. L'écriture et la lecture ne sont pas des abstractions, mais des pôles de l'existence qu'il faut récupérer afin de mieux préparer l'avenir. Rafaël Alberti n'écrivait-il pas que la poésie est une « arme chargée de futur » ?

Poètes, vos papiers !

La poésie hermétique ? Question de pratique...

La fête du livre qui s'est déroulée fin novembre s'articulait autour de deux thèmes : les origines de l'homme et la poésie. Tenant compte des délais d'impression, il nous est impossible de vous parler de son déroulement dans ce numéro. Les deux thèmes abordés sont sans doute bien différents mais ils s'inscrivent tous deux dans la continuité de travaux préalables. Depuis plusieurs années, la bibliothèque s'intéresse aux sciences et techniques et a déjà collaboré avec le C.N.R.S. et, à cette occasion, avec le musée de l'homme.

La poésie avait, quant à elle, trouvé une grande place lors de la fête du même nom, organisée en collaboration avec le ministère de la Culture au mois de mars. A cette époque, l'écho avait été grand, en particulier auprès du public jeune et adolescent.

Poète, prends ton luth.

C'est un peu ce qu'a fait H. Guillevic le 20 novembre dans le cadre de la préparation de la fête du livre, en venant s'entretenir avec deux classes du C.E.S. Jean-Lolive. La discussion qui dura deux heures, fut très riche, de nombreuses questions furent posées, sur le statut du poète d'aujourd'hui en France.

P'Oasis

L'hommage à la poésie tente de toucher le plus large public. Pierre Gamarra, poète pour enfants, est venu s'entretenir et composer avec



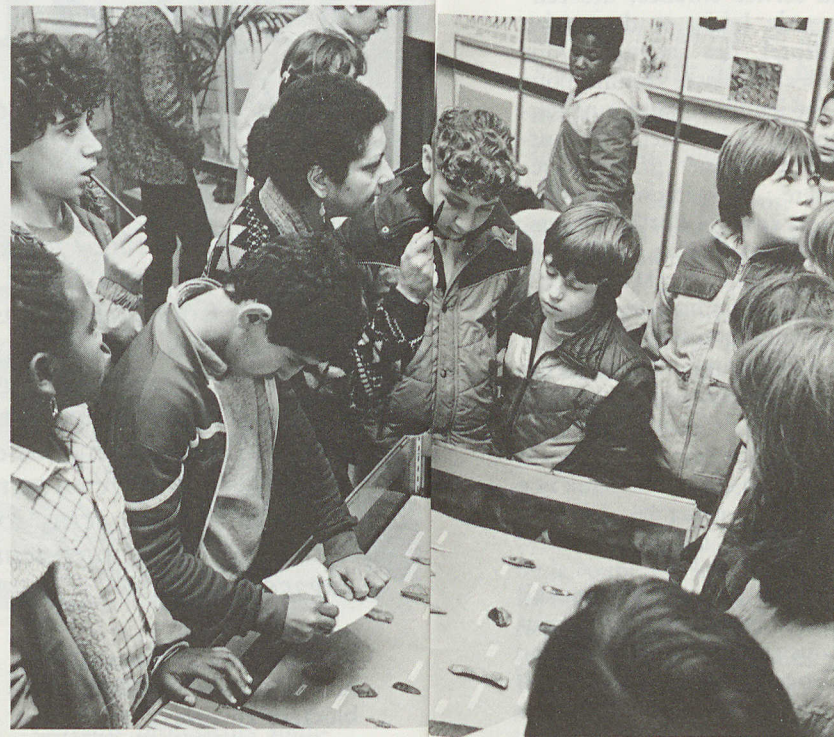
Tiens, tiens, ce visage ne m'est pas inconnu

eux, des poèmes originaux. L'approche des enfants est plus facile, nous avons pu le constater lors de diverses expériences qui se sont déroulées à Pantin, en particulier lorsque ce travail débouchait sur une œuvre, une production. Ils sont plus sensibles à cet univers particulier, sans doute parce qu'il donne la sensation d'une plus grande liberté d'expression. Ici pas de contrainte, pas d'habitude, l'imaginaire est au pouvoir. H. Guillevic a parlé aux adolescents, quant au débat du 1^{er} décembre, il s'adresse

au public adulte, sans doute l'entreprise est-elle périlleuse mais ambitieuse.

Celle qui n'a pas la parole

Aujourd'hui force est de constater que les pratiques de lecture ne placent pas la poésie sur le marchepied de la reconnaissance. Lorsque les livres sortent des rayons, ce sont soit des classiques, soit des documents de travail, on lit rarement par plaisir, et la poésie ne peut exister que par cet échange que donne le



Les premiers visiteurs de l'exposition : les origines de l'homme

plaisir de lire, le plaisir du texte. Les poètes ont beaucoup de difficultés à s'exprimer, dans la mesure où l'écriture quelle qu'elle soit, passe par l'économique, c'est-à-dire l'édition. Si l'on vend mille exemplaires d'un recueil de poésies, il n'y a pas de perte, mais il n'y a pas pour autant de bénéfices. H. Guillevic a vendu 40 000 exemplaires de son recueil le plus connu, mais ceci en 40 ans (la première édition remonte à 1942). Ce qui fait que peu d'éditeurs se lancent dans l'aventure, la poésie reste confinée dans un cercle étroit, d'où sa fausse réputation d'hermétisme.

La terre est bleue

Est-il possible de remédier

à cet état de fait et que le poète retrouve une place dans l'espace culturel français ? Sans doute ces possibles retrouvailles passent-elles par le changement des habitudes de lecture. Les gens lisent la plupart du temps ce dont ils entendent parler dans les médias. C'est-à-dire ce qui est rentable dans le domaine de l'édition. Sans doute est-ce le combat de David contre Goliath, mais les bibliothèques peuvent, en ouvrant sur d'autres espaces comme celui de la poésie, contrarier les habitudes, et faire connaître d'autres langages, dont la richesse est aujourd'hui encore insoupçonnée. Que la fête du livre existe est la preuve que ce combat peut être gagné.

Avec l'aimable participation de Musset, Desnos, Eluard.

LE POINT SUR LE CANCER

La probabilité de guérison se situe sans doute vers l'an 2000.

Une conférence-débat avec le professeur Israël* se tenait le 20 novembre dernier dans notre ville. Ce fut l'occasion pour le célèbre cancérologue de faire le point sur l'état des recherches, de préciser le lien entre troubles psychosomatiques et cancers, de répondre aux questions sur la mort dite douce.

et du choix entre ablation et extraction. Les querelles entre partisans de l'une ou de l'autre méthode lui semblent stériles.

En cancérologie, explique-t-il, on ne peut prétendre tout savoir. Mais rappelant que le savoir médical double



Les premiers problèmes évoqués avaient comme principal thème le cancer, la question se pose de comprendre pourquoi à l'heure où l'on marche sur la lune, on n'arrive pas encore à vaincre le cancer. Le Professeur Israël précise que les travaux de ces dernières années ont fait avancer les choses et nous rappelle que le cancer est une maladie du patrimoine génétique de la cellule.

On commence ainsi actuellement à repérer les gènes responsables du cancer. Dans quelques années nous aurons des armes nouvelles pour lutter avec encore plus d'efficacité. A une question posée par Igor Barrère sur le cancer du sein et la façon de le soigner, (ablation ou extraction simple de la tumeur), Monsieur Israël souligne qu'il n'y a pas de genre commun, qu'il est impossible de déterminer si un cancer est le même. Sur trois cents cancer du sein, il peut y en avoir trois cents de dissemblables, d'où la difficulté d'un diagnostic global,

tous les cinq ans, il fixe la probabilité de guérison aux alentours de l'an deux mille. Aujourd'hui en tout état de cause on ne guérit pas, mais on contrôle.

A la question d'un participant désirant savoir si le cancer est une maladie du 20^e siècle, le professeur répond que non : sur une momie égyptienne il a pu être décelé des traces de cette maladie. De plus il est géographiquement disparate, par exemple sur les bords de la Caspienne y a 400 fois plus de cancer de l'œsophage qu'ailleurs.

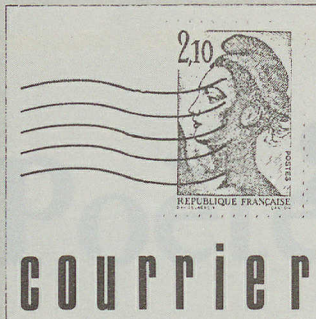
A une question sur les médecines parallèles, la réponse est claire : charlatanisme. Concernant le psychosomatisme, le professeur souligne qu'effectivement certains troubles ne sont pas imputables à des lésions organiques, mais à des défaillances du système nerveux. Seulement parfois, il faut apporter une réponse médicale. C'est ainsi qu'un ulcère de l'estomac peut effectivement être déclenché par des fac-

teurs psychologiques, son traitement lui ne peut relever de la psychiatrie. On parle de stress, mais qui aujourd'hui n'a pas de stress ? De plus, il est nécessaire de rappeler une chose que l'on ignore trop souvent : quand une tumeur cancéreuse est détectée, elle existe dans l'organisme depuis trois à dix ans. Par exemple, dans les soins, c'est la faculté de certains malades à affronter le destin qui est importante et qui peut influencer sur l'évolution. Là, le psychisme est important.

A ce point de débat, est posé le délicat problème de la vérité au patient. Le Professeur est sur ce point nuancé, car si dans la plupart des cas il est défavorable, la possible rémission (on ne peut jamais parler de guérison) est souvent le fruit d'une certaine confiance.

Quant à l'euthanasie, la réponse est illustrée par un cas particulier. « Un jour, dit-il, un malade de 82 ans atteint d'un cancer incurable et souffrait beaucoup, voulait que je l'aide à mourir. Tous les jours il me suppliait, je ne me sentais pas capable de le faire, j'aurais eu la sensation d'être un assassin. Un jour il m'a traité de lâche. Ne pouvant continuer ainsi, je lui ai donné une ampoule, il l'a regardé et m'a dit « c'est de l'eau » ! Je lui ai dit : « non, je vous le jure ». Alors il a mis l'ampoule dans le tiroir de sa table de chevet et je n'ai plus entendu parler de ce problème entre lui et moi. Il est mort trois mois après. C'est la seule fois de ma vie où j'ai eu ce geste. C'est un problème douloureux, mais je crois qu'éviter la souffrance c'est aussi le rôle du médecin.

* Voir notre rubrique « L'invité du mois »



Monsieur le Maire,
Ça tombe bien, Quand le numéro de novembre du bulletin municipal m'est parvenu je me proposais de vous écrire pour critiquer le format du bulletin de septembre, trop grand, mal commode à consulter, difficile à conserver. Au point de vue format le numéro de novembre est très bien. Peut-être pourriez-vous à l'avenir les numéroter, mais ceci est un détail.

L'intérieur de bulletin est très clair, très agréable. Mais cela ne va-t-il pas revenir trop cher ? Peut-être pourrait-on se contenter d'une publication tous les deux mois ?

J'aimerais que de temps en temps, quelques lignes soient consacrées à l'histoire de Pantin et aux principales décisions du Conseil municipal. Peut-être les fluctuations démographiques ?

Croyez, Monsieur le Maire, à mes sentiments respectueux.

Ferrié Georges,

Dans votre précédent numéro vous parlez du directeur de Carrefour qui a passé un film pour la prévention de la délinquance, mais vous ne parlez pas de l'ambiance de ce cinéma. Au début de chaque séance il y a une bande annonce interdisant de fumer et lorsqu'elle passe, on voit des briquets allumer des cigarettes dans chaque coin de la salle, et bien entendu personne ne dit rien. Une fois nous avons essayé de demander à des personnes d'éteindre leur cigarette car dans une salle l'odeur et la fumée sont très gênantes, mais aucun succès. Depuis nous n'allons plus à Carrefour, nous allons à l'Aviatic où l'ambiance est déjà plus calme et plus appropriée à une salle.

(Anonyme)

**Chers lecteurs,
Vous avez des questions,
des avis,
des suggestions
à formuler.
N'hésitez pas,
ce journal
vous appartient.
Écrivez-nous !**

La rédaction.

JEUNESSE

NOEL JEUNE ÇA REPART !

Du 21 décembre 1984 au 2 janvier 1985, à l'initiative du service municipal de la jeunesse, du service des sports, du service enfance, des centres de loisirs et du service culturel, des activités seront mises en place, comme pour l'Été jeunes et l'automne Jeunes sur le quartier des Courtillières. Une grande première : l'opération s'effectuera aussi à l'Îlot 7... Sports, sorties au cinéma, au Parc de la Villette, Musée de l'Homme, smurf, rencontres, informatique, etc.

Une équipe d'animateurs sera présente sur les deux quartiers de Pantin.

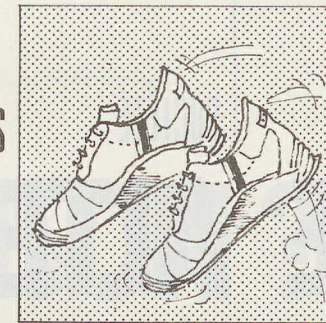
LE SKI

Pour les adeptes du ski, voilà les séjours que nous vous proposons : **16-20 ans** : Serre-Chevalier, du 26 décembre 1984 au 2 janvier 1985 au soir (prix selon ressources). **18-30 ans** : les 15 et 16 décembre : week-end de ski à La Plagne, les 26 et 27 janvier : week-end de ski aux Arcs. (Prix selon ressources). Pour tous renseignements, adressez-vous au service municipal de la jeunesse, rue de la Marine, 93500 Pantin, tél. : 845.61.50. poste 2216.

Aux urnes citoyens

Aux urnes citoyens ! « les jeunes ayant 18 ans entre le 1^{er} janvier 1985 et le 28 février 1985 inclus, peuvent se faire inscrire sur les listes électorales jusqu'au 31 décembre 1984, en mairie munis d'une pièce d'identité et d'un justificatif de domicile (quittance de loyer, enveloppe de courrier, quittance E.D.F., etc.) ».

SPORTS



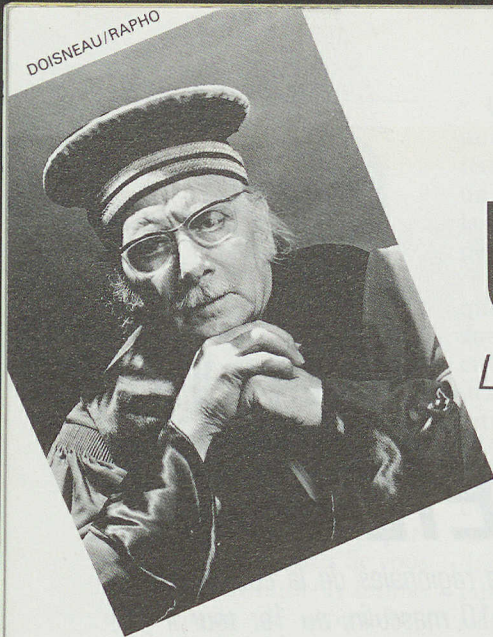
AVEC LA BOXE FRANÇAISE BON PIED, BON OEIL !

Samedi 12 janvier se dérouleront, au gymnase Maurice Baquet à Pantin, les finales régionales de la coupe de style. A partir de 14 heures (demi-finales) à 20 h 30 finales, 5 assauts féminin et 10 masculin, au 1^{er} tour il y avait plus de 120 clubs engagés. M. Pelletier, responsable de la section boxe française du C.M.S. a bien voulu donner quelques précisions.

« Chez les garçons, très attendu la prestation de Pascal Decros, champion d'Europe 1983, qui n'a plus grand chose à prouver en combat total. Il sera à ce jour sur le ring sans aucun doute pour démontrer qu'il peut être un excellent styliste (en mi-lourd). De nombreuses probabilités de voir aussi une très belle prestation chez les supers légers de Michel Piniagua, vainqueur de la coupe 1983. Chez les filles Marie-Thérèse Pouyedemanet, plusieurs fois championne de France, et Miriane Plano vont nous démontrer s'il en était encore besoin que la boxe française féminine a atteint un très haut niveau. La particularité de la coupe de style, les tireurs sont jugés en fonction de leur technicité. La boxe française connaît depuis quelques années un renouveau assez spectaculaire. Née du mariage de la boxe anglaise et de la savate codifiée par Charlemont en 1850, en 1977, 3000 licenciés, en 1984, 28 000 pour cette technique qui allie de nombreux aspects éducatifs et l'efficacité d'un sport de défense ».

Pour tous renseignements quant aux activités sportives à Pantin, service municipal des sports, 845.61.50, poste 2200 - 2212 - 2213.





SOCIÉTÉ

UNE ALTERNATIVE

Les peines de substitution font leur chemin
une expérience racontée d'un côté

Une loi votée l'an dernier et qui n'a pas fait grand bruit est, sans doute, en train de bousculer certaines idées reçues, de transformer les mentalités. La réinsertion des délinquants est possible. Pensez que dans l'avenir, le cantonnier que vous verrez refaire à neuf votre trottoir sera peut-être un de ces délinquants condamné à une semaine de prison pour le vol d'une paire de chaussures, que le jardinier qui soignera avec attention les fleurs du jardin public aura été condamné pour chèque volé. N'est-ce pas là la meilleure façon pour ne pas transformer les gens qui ont fait une bêtise en pestiférés ?

Qu'appelle-t-on les Travaux d'Intérêt Général ?

Institués par le Ministère de la Justice, ils permettent aux juges de condamner des personnes ayant commis des délits de faible gravité à des peines de substitution qui s'effectuent sous forme d'heures de travail, soit dans une mairie, soit dans une association d'utilité publique.

L'intérêt de cette nouvelle forme de sanction ?

Le délinquant l'effectue en rendant service à la communauté. La société elle, en acceptant la participation bénévole de ce dernier au travail contribue à la réinsertion sociale. On peut également mettre en avant l'effet dissuasif de cette peine quant à une éventuelle récidive, celle-ci se jouant les plus souvent lors de la détention dans un milieu carcéral

dangereusement contagieux.

Le rôle de la ville ?

Pantin, ville-pilote, avait bien sûr son rôle à jouer. Le Conseil Communal de la Prévention a donc été réuni en octobre 1983. Il s'agissait de mettre sur pied un projet en concertation avec les services municipaux et les syndicats. Ce travail collectif a abouti en juin 1984. Résultat : 1640 heures de Travaux d'Intérêt Général sont proposées au Tribunal de Bobigny. Le Juge d'Application des Peines ne tarde pas à prendre sa décision. En octobre, il propose 40 heures de T.I.G.

C'est ainsi que Christina est venue travailler en mairie. Nous sommes allés

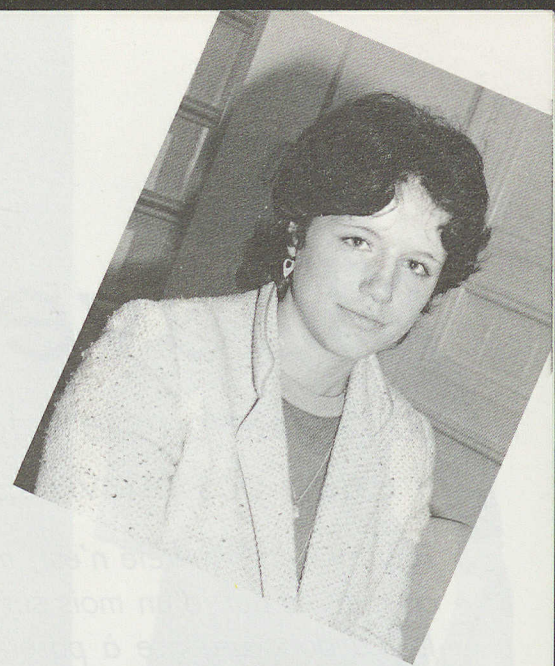
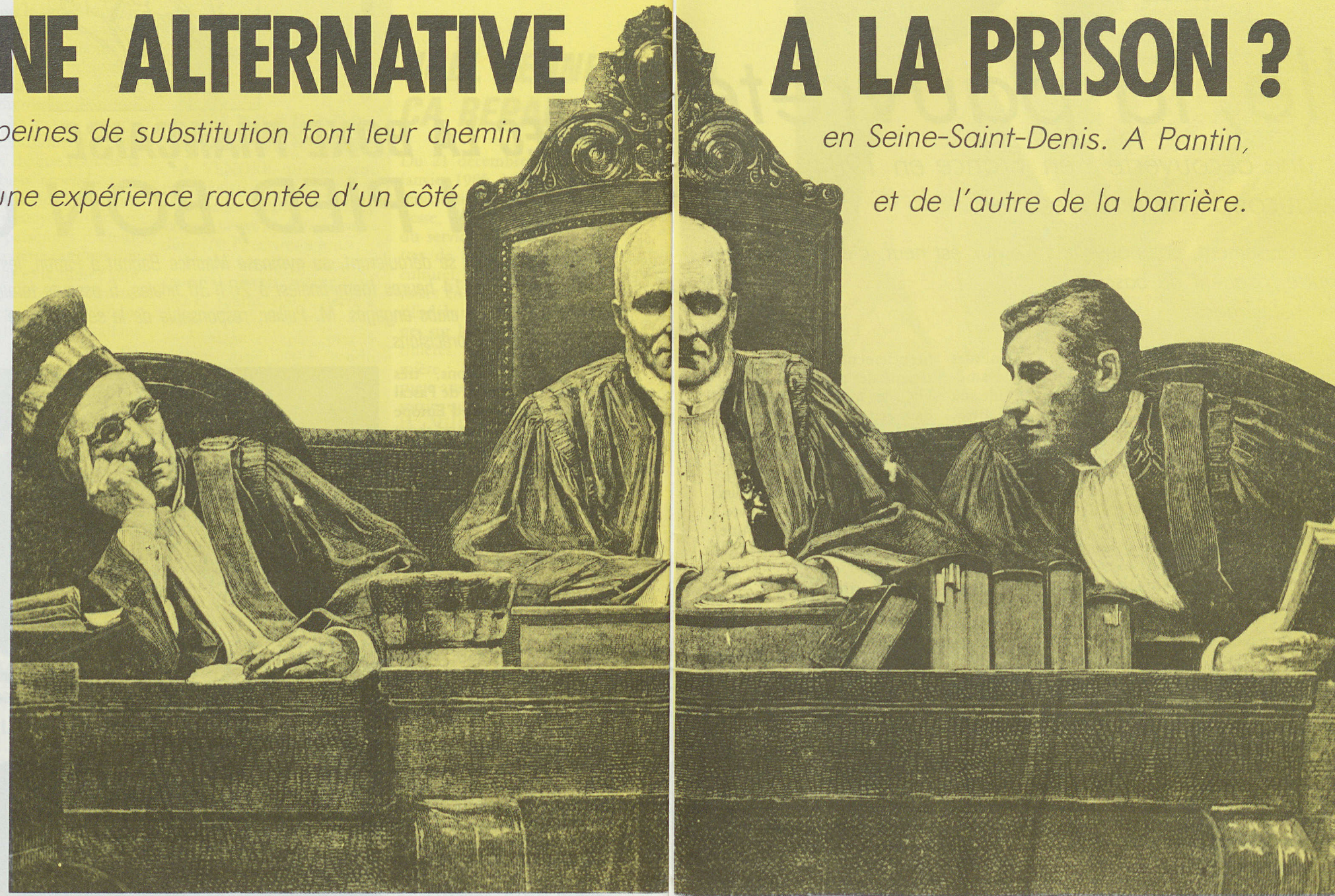
la trouver pour qu'elle nous raconte comment elle avait vécu cette expérience.

L'exemple de Christina

Impliquée dans la complicité d'un tout petit vol, Christina, jugée en correctionnelle au Tribunal de Bobigny confie qu'elle n'a pas eu la sensation qu'on l'écoutait beaucoup lors du Procès où « il n'y a eu aucune discussion et même pas de partie civile ». Lorsqu'on lui a donné le choix entre 8 jours de prison ferme et 40 heures de Travail d'Intérêt Général, elle n'a pas hésité une seconde et entre trois possibilités, a choisi Pantin parce que c'était le plus près de chez elle. Les peines de substitu-

A LA PRISON ?

en Seine-Saint-Denis. A Pantin,
et de l'autre de la barrière.



Quatre juges d'Application des Peines (un à plein temps, trois à mi-temps), 21 travailleurs sociaux (éducateurs et assistants sociaux) travaillent au Tribunal de Bobigny à la mise en place des Travaux d'Intérêt Général.

Six communes sont actuellement concernées : Epinay, Montreuil, Saint-Ouen, Pantin et depuis peu Sevran et Aulnay. Des pourparlers sont également en cours avec les Villes de Bobigny et Tremblay-les-Gonnesse. Outre les mairies, une association « Terre des Hommes », à Saint-Ouen et une collectivité publique, l'hôpital communal du Raincy proposent un contingent d'heures de travail.

Le sentiment des responsables est, qu'après une période de mise en train, de connaissance de la loi, les magistrats se sont mis dans le bain et pensent maintenant à proposer une peine de substitution.

A l'issue d'une dizaine d'expériences sur le département, ils estiment que les jeunes ont été stimulés dans la recherche d'un emploi et sont repartis dans un processus d'intérêt pour le travail.

tion ? Elle n'était même pas au courant. Elle a appris leur existence, au Tribunal et elle les juge maintenant très positives, « dans le sens, surtout où cela apprend à ceux qui n'ont jamais travaillé et qui font des bêtises en sortant de l'école ce qu'est ce qu'un travail d'équipe ». Mais elle ajoute que c'est frustrant, également, « parce que lorsqu'on a fini, il n'y a aucune possibilité de rester ». « On retourne un peu à la case départ », dit-elle, « mais je trouve cela positif. Je sais maintenant que je ne recommencerai plus. » Autre sérieux avantage : selon les résultats de la requête déposée au bout de deux mois et après consultation de ceux qui l'ont employée, l'inscription au casier judiciaire peut être

annulée. Un bon redémarrage, non ? La prison ? Christina est très nuancée. Elle estime que pour elle, c'était sûrement déconseillé. Mais pour d'autres, elle ne sait pas. Elle ose même avancer qu'en prison, on peut peut-être apprendre comment ne pas se faire prendre...

La réaction de ses collègues

Christina travaillait aux archives. Elle nous a expliqué que son intégration s'était passée sans problème, qu'elle était considérée un peu comme une stagiaire. Qu'en était-il vraiment ?

Après la détermination précise des besoins, l'archivage, chiffré à 200 heures a été dégagé comme une priorité. Le

projet a été soumis au délégué à la probation qui, après acceptation, est venu à la mairie avec Christina. Le travail a été organisé de telle façon qu'une personne soit toujours avec elle de façon à la conseiller sur certains documents. Les relations étaient excellentes. Christina venait, d'elle-même, discuter afin d'être mieux renseignée sur la structure du service. Elle est apparue comme très dynamique. Il n'y a eu aucun problème relationnel et on peut affirmer sans se tromper qu'elle n'a pas vécu ces heures comme un calvaire. L'avenir ? Une autre personne est attendue qui a suivi la même filière et effectuera un travail de 50 heures — souhaitons — lui bon courage !

Nouvelle, la pauvreté?

La grande presse a fait une découverte : en France en 1984, il existe des pauvres, beaucoup de pauvres.

Pourtant, la pauvreté n'est, malheureusement, pas nouvelle. Ce qui est neuf, c'est le nombre de familles qui, d'un mois sur l'autre, risquent de basculer. Il y a donc urgence à poser des balustrades.

L'expérience est hélas bien ancienne à Pantin, de l'intervention des Elus pour s'opposer aux expulsions aveugles et aux coupures de courant ; celle des Services Sociaux pour venir en aide aux familles en difficulté l'est tout autant : secours aux chômeurs, aide à l'enfance, aux personnes âgées, aux femmes seules, ne datent pas d'hier. Mais aujourd'hui, l'accroissement du chômage et les conditions de son indemnisation placent de nombreuses familles dans une position très précaire qui

nécessite des mesures d'aide immédiate.

Coordonner les efforts

Le constat en a été fait au cours d'une réunion de concertation organisée, le 23 octobre dernier, par le Maire de Pantin et qui regroupait des Associations d'entraide et les organismes sociaux (Secours Populaire, Secours Catholique, Conférence Saint-Vincent-de-Paul, Diocèse Protestant, U.D.A.F., C.A.F., D.D.A.S.S., C.C.A.S. la coordination des

efforts de tous ces organismes devrait permettre d'améliorer l'efficacité de l'aide aux personnes en difficulté. Ainsi, le C.C.A.S., coordonne actuellement la distribution des surplus alimentaires à ces familles, à laquelle participent plusieurs associations.

Mais un second constat s'impose : le passage d'une situation de difficulté passagère à celle de dénuement est souvent le résultat de retards de versement des prestations sociales. Le cycle infernal commence souvent par le

licenciement, un paiement retardé des allocations ASSEDIC, les loyers impayés pendant cette période et les dettes dont on ne pourra plus se défaire. A cet égard, les mesures d'urgence dont J. Isabet demande aux pouvoirs publics la mise en œuvre, pourraient se révéler d'une grande efficacité.

Des mesures d'urgence indispensables

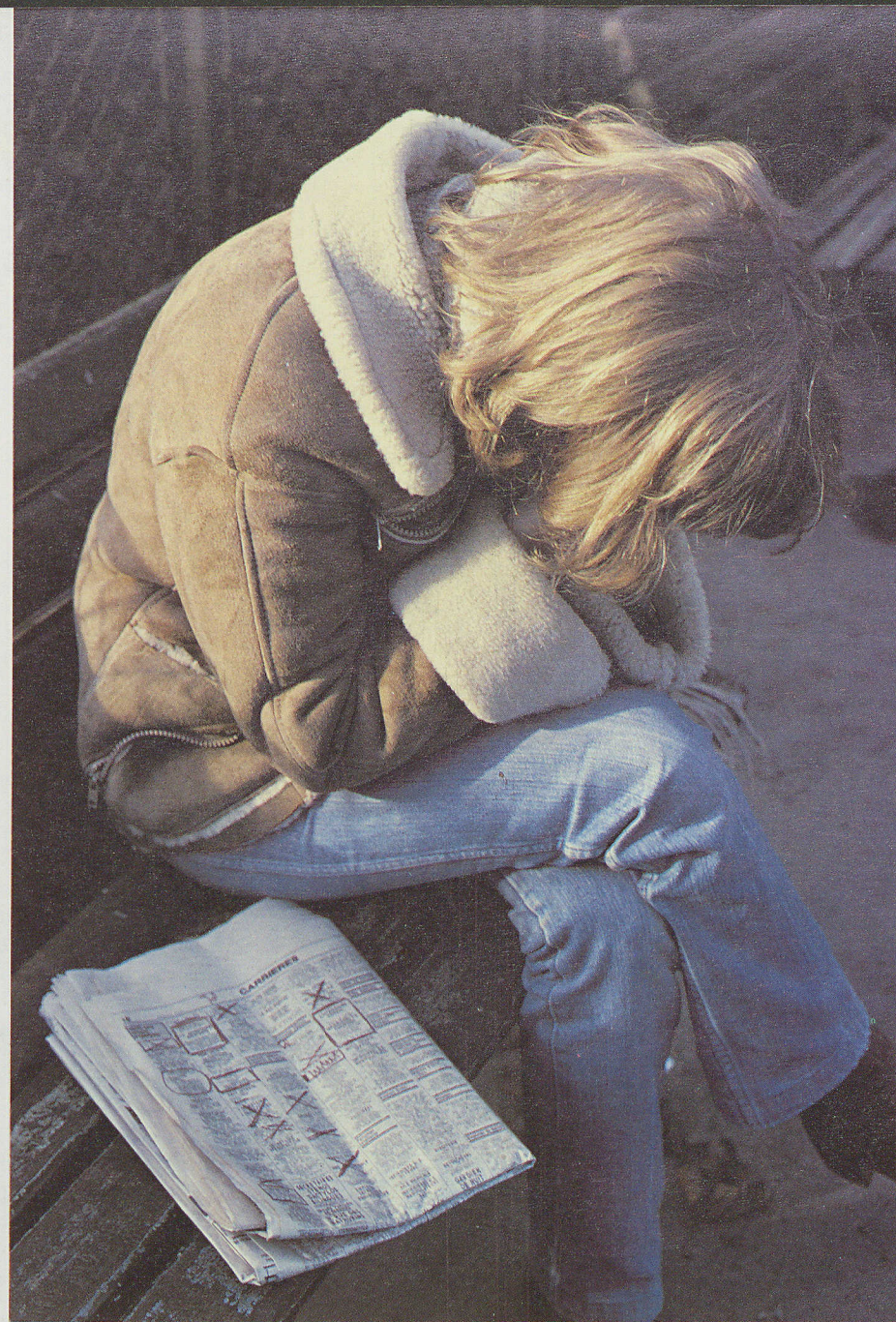
— Réduction des délais d'obtention des secours de la part de la Caisse d'Allocations Familiales ; même si des progrès ont été enregistrés, les délais d'obtention de l'allocation pour parents isolés sont actuellement de trois mois.

— Réduction des délais de paiements des prestations des ASSEDIC. Il faut actuellement attendre deux mois, voire beaucoup plus.

— Une plus grande sollicitude des ASSEDIC vis-à-vis des chômeurs indemnisés certaines étant rayés pour un simple oubli de pointage.

Intervenir à temps

Cette volonté de prévenir la pauvreté est également à l'origine de la création prochaine à Pantin d'une commission des impayés, destinée à éviter les expulsions et les coupures d'électricité : sous l'égide du C.C.A.S., des organismes qui pourraient



CHARLES RAPHO

apporter une contribution financière tels que les ASSEDIC, la C.A.F., la Sécurité Sociale, les Caisses de Retraite travailleraient en relation étroite avec la Préfecture et les organismes d'H.L.M. afin de détecter, dès le départ, les familles dont la situation se détériore ; en somme, il s'agirait d'intervenir avant

qu'il ne soit trop tard.

La racine du mal

Des moyens peuvent donc être mis en place pour éviter que le mal atteigne de nouvelles familles. Quant à la guérir à la racine, il faut regarder du côté du chômage ; ou plutôt des emplois nouveaux qu'on peut créer.

Une solidarité effective

M. Laurent, responsable départemental du secours catholique, nous a précisé qu'il était excellent que ces rencontres, mettant en présence tous les acteurs de la vie locale et les administrations, aient eu lieu.

Il pense que sont réunis

ainsi les conditions d'une meilleure coordination et d'un véritable travail collectif, ce dont il remercie la mairie de Pantin. Son sentiment est qu'effectivement la demande est plus forte qu'habituellement. Les gens demandent plus d'interventions, en particulier sur le logement, cela dans le départe-

Pour les oubliés de Noël, de l'argent, des jouets, du temps. Apportez vos dons le samedi 15 décembre lors de la journée mairies ouvertes en Seine Saint-Denis. Pour tous renseignements, téléphonez à T.S.F. 831.77.77.

tement. La solidarité est plus grande actuellement mais M. Laurent trouve dommage qu'elle ne se manifeste que dans les moments les plus difficiles.

Ces exigences sont pour lui le signe d'une certaine détresse de la part de personnes vivant auparavant dans de décentes conditions.



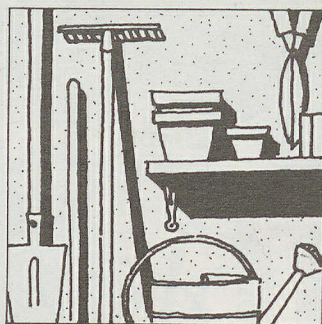
Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS.) coordonne en collaboration avec les associations, les distributions de colis alimentaires.

Une aussi longue attente

Le cas de Mme B., qui nous est signalé, semble parfaitement illustrer les difficultés rencontrées en matière de versement des Assedic.

Cette personne licenciée en 1983, trouve en janvier 1984 un stage de préformation à l'AFDI. Les assedics sont chargées de régler les indemnités de formation. En avril 1984, n'ayant toujours rien touché, elle s'adresse à une assistante sociale qui intervient auprès de l'assedic. En mai n'ayant pas eu de réponse, nouvelle lettre. En juin, elle obtient un entretien avec un fonctionnaire des Assedic, suite à la troisième intervention de l'assistante sociale. Enfin, les premières indemnités lui sont versées fin juillet. 6 mois d'attente ! Mme B... n'est pas un cas isolé, nombreux sont ceux qui dans ces moments-là n'ont rien pour vivre.





C'est le moment de planter

Dans la ville

La nature s'assoupit, les arbres se disent l'hiver est là. Il faut dès maintenant penser et préparer la saison prochaine. Notre service des espaces verts s'y emploie.

Les bacs et jardinières de notre ville sont plantés en myosotis, giroflées, pensées, pâquerettes, primevères et tulipes. La floraison de toutes ces plantes, mis à part les pensées déjà fleuries, s'échelonne du 15 avril au 30 mai. Nous souhaitons que ces beaux décors que nous réalisons resteront intacts. Il est inadmissible que des personnes mal intentionnées se servent hardiment et transportent chez eux les plantes qui appartiennent au bien public.

Cet hiver un effort particulier de plantations d'arbres et arbustes va être fait. Nous chiffons à 2 800 arbustes et 120 arbres le nombre des végétaux qui seront mis en terre courant décembre, 10 rues ou places bénéficieront d'une parure nouvelle.

Nous procéderons au remplacement d'arbres et arbustes rue Charles Auray, rue Candale, rue Lavoisier, rue Benjamin Delessert, rue des Pommiers, rue Maurice Barreau, rue Lépine, rue Formagne.



Chez vous

Voici maintenant quelques conseils pour préparer aussi la venue du printemps sur nos fenêtres et balcons. Les géraniums de 1984 peuvent réserver en 1985 à condition de les couper à 15 cm de hauteur, de les conserver dans un endroit clair à l'abri du gel et de la chaleur, les bacs peuvent être déplacés mis le plus près possible d'une fenêtre à l'extérieur bien entendu et recouverts d'un plastique transparent, en laissant toutefois un peu d'aération. Limiter l'arrosage à une fois tous les quinze jours et encore très peu d'eau et quelquefois de l'engrais liquide. Les géraniums plantés dans des jardinières intransportables, sont à tailler et à remettre en pots avec un mélange de terre franche et de terreau.

C'est le moment de planter des bulbes tulipes, narcisses, jacinthes. Vous les enfouissez en terre à 12 cm de profondeur espacés de 15 à 17 cm. Les pâquerettes, les primevères, les myosotis peuvent aussi se planter en ce moment, ne pas en mettre trop par bac pour qu'elles puissent bien s'épanouir. Vous aurez aux beaux jours des fenêtres et des balcons bien garnis pour votre plus grande joie et aussi celle des passants qui admireront vos chefs-d'œuvre.